



**Berne-Wabern, Avril 2007**

Referenz/Aktenzeichen: G072-0324

---

# Rapport de suivi<sup>1</sup> NEM

## 4<sup>e</sup> trimestre 2006

Répercussions de l'exclusion des personnes frappées d'une  
décision de non-entrée en matière exécutoire du dispositif  
d'asile et de l'aide sociale (exclusion de l'aide sociale)

---

---

<sup>1</sup> Appelé jusqu'ici « Rapport de monitoring ».

## Rapport sommaire – 4e trimestre 2006

### 1. Décisions de NEM devenues exécutoires au 4e trimestre 2006 : observations

**Effectif NEM** : 319 décisions de NEM sont entrées en force au cours du trimestre sous revue, ce qui équivaut à une baisse de 17 % par rapport au trimestre précédent (383).

**Décisions de NEM dans les centres d'enregistrement et de procédure (CEP) et dans les cantons** : 71 % des 319 NEM entrées en force durant le 4<sup>e</sup> trimestre 2006 ont été prononcées dans un centre d'enregistrement et de procédure, tandis que 29 % ont été notifiées après l'attribution des personnes aux cantons. Au cours des quatre trimestres précédents, ces taux s'élevaient à 69 % et 31 % en moyenne.

59 % des NEM ont non seulement été décidées dans les CEP, mais elles y sont également passées en force (quatre trimestres précédents : 59 % en moyenne). Autant de dossiers dont l'attribution aux cantons n'a été que virtuelle (et non physique) dans la perspective de l'exécution d'un renvoi. En revanche, 41 % des NEM ne sont devenues exécutoires qu'après l'attribution aux cantons.

**Aide au retour dans les CEP (REZ)** : Au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2006, 85 personnes ont manifesté leur intérêt pour le programme d'aide au retour et 74 ont effectivement quitté le pays dans le cadre d'une aide au retour REZ. Ce programme, destiné aux requérants dont la demande n'a manifestement aucune chance d'être acceptée ou ayant déjà fait l'objet d'une NEM, permet, entre autres, de diminuer le nombre de bénéficiaires potentiels de l'aide d'urgence à la charge des cantons.

Trimestre	Participants au programme REZ	Nombre de départs
4 <sup>e</sup> trimestre 2006	85	74
3 <sup>e</sup> trimestre 2006	100	94

**Profil des personnes concernées** : Pour la répartition par nationalité, voir [annexe II](#). Au cours du 4<sup>e</sup> trimestre également, la majorité des NEM devenues exécutoires touchent des ressortissants de Serbie (47). Le Nigéria (20 NEM), l'Algérie (17) et la Bosnie et Herzégovine (14) sont également fortement représentés. 90 NEM exécutoires concernent des personnes dont la nationalité est inconnue (majoritairement en provenance du continent africain), ce qui correspond à 28 % de toutes les NEM entrées en force durant le 4<sup>e</sup> trimestre 2006 (moyenne des quatre trimestres précédents : 24 %).

85 % des personnes frappées d'une NEM entrée en force au cours du trimestre sous revue sont des hommes, 60 % ont entre 18 et 29 ans et 29 % sont âgées de 30 ans et plus. Quant aux mineurs, ils représentent 11 % des NEM devenues exécutoires durant ce trimestre.

Dans 77 % des cas, la procédure a pris moins de six mois jusqu'à l'entrée en force de la NEM (voir tableau ci-dessous ; moyenne des quatre derniers trimestres : 81 %).

#### Durées de procédures des décisions de NEM entrées en force

Durée de la procédure	Trimestres 4/05-3/06		4 <sup>e</sup> trimestre 2006	
	Nombre	%	Nombre	%
>=730 jours	52	2,7	5	1,6
366-729 jours	102	5,4	23	7,2
181-365 jours	206	10,8	43	13,5
30-180 jours	1248	65,5	228	71,4
<30 jours	298	15,6	20	6,3
Total	1906	100,0	319	100,0

## 2. Bénéficiaires de l'aide d'urgence

**Nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence :** Au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2006, 822 personnes soumises *au nouveau régime* (NR) ont bénéficié de l'aide d'urgence, soit 69 de moins (7 %) qu'au trimestre précédent (881) qui enregistrait déjà un recul de 4 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre.

Pour les 4990 personnes, dont la décision de NEM est entrée en force avant le 1<sup>er</sup> avril 2004 (*régime transitoire*, RT), la Confédération a pris à sa charge, le cas échéant, les coûts de l'aide sociale ordinaire jusqu'au 31 décembre 2004. De ce fait, ces personnes ne sont comptabilisées dans le monitoring NEM qu'à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2005. 567 d'entre elles (11 %) apparaissent encore dans les chiffres du 4<sup>e</sup> trimestre 2006 en tant que bénéficiaires de l'aide d'urgence, ce qui correspond à une diminution de 12 % (79 personnes) par rapport au trimestre précédent. Ainsi, le nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence appartenant à cette catégorie est en baisse depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2005.

En prenant en considération les personnes soumises au régime transitoire, les cantons ont versé des prestations d'aide d'urgence à 1389 personnes au cours du trimestre sous revue, contre 1527 au trimestre précédent. Depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2005 (1925 personnes), le nombre de personnes bénéficiant de l'aide d'urgence (NR et RT) a diminué de 28 %.

**Profil des bénéficiaires de l'aide d'urgence :** 87 % des bénéficiaires soumis au nouveau régime sont des hommes (trimestre précédent : 88 %). 14 % des personnes bénéficiant de l'aide d'urgence ont moins de 18 ans, 68 % ont entre 18 et 30 ans et 18 % sont âgées de plus de 30 ans (trimestre précédent : 12 %, 70 %, 18 %). 37 % des bénéficiaires de l'aide d'urgence sont d'origine inconnue<sup>2</sup> (trimestre précédent : 35 %). Les 63 % restants viennent de 68 Etats, dont les plus représentés sont, tout comme au trimestre précédent, le Nigéria, l'Algérie, la Guinée, la Serbie et la Géorgie (voir [annexe IIa](#)).

## 3. Coûts de l'aide d'urgence

**Remarque préliminaire :** Avant d'aborder la question de l'évolution des coûts de l'aide d'urgence, il convient de se remémorer le « compromis en matière d'asile » de décembre 2005. Par ce compromis, la Confédération renonçait à procéder à des modifications du forfait d'encadrement qui prévoyaient la suppression des réserves stratégiques destinées à l'encadrement, y compris des contributions de base, s'élevant à quelques 26 millions de francs par année (soit près de 20 millions de francs pour l'année 2006 en cas d'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2006). En revanche, les cantons ont accepté que l'aide d'urgence soit augmentée à 1800 francs par NEM au lieu de 4200 francs, comme initialement exigé. La modification de l'ordonnance sur l'exécution du renvoi et de l'expulsion d'étrangers (OERE), qui prescrit l'augmentation rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2005 du forfait alloué au titre de l'aide d'urgence à 1800 francs par NEM, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2006.

**Coûts de l'aide d'urgence pour les effectifs NR :** La diminution du nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence ne se traduit pas par une baisse des coûts<sup>3</sup>, puisque ces frais ont passé de 1 335 000 francs à 1 352 000 francs<sup>4</sup> entre le 3<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> trimestre 2006. S'agissant du trimestre sous revue, on dénombre 40 505 jours de perception, soit 5 % de moins qu'au cours du trimestre précédent. Toutefois, la durée moyenne de perception est passée de 57 à 59 jours. Quant aux coûts moyens par jour, ils sont restés inchangés et s'élèvent à 25 francs par personne, frais de santé non compris.

<sup>2</sup> Sur l'ensemble des personnes dont la NEM est devenue exécutoire au 4<sup>e</sup> trimestre 2006, 15,7 % étaient d'origine inconnue. Cette catégorie de personnes est donc fortement surreprésentée chez les bénéficiaires de l'aide d'urgence. Par la force des choses, le renvoi de ces personnes s'avère difficile.

<sup>3</sup> Frais médicaux compris.

<sup>4</sup> Dans la suite du présent rapport, les montants indiqués sont arrondis.

Tandis que les coûts d'hébergement et d'encadrement enregistrent une diminution de 35 000 francs par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2006, les frais de santé accusent une hausse de 53 000 francs. Pour le 4<sup>e</sup> trimestre, les frais médicaux, qui se montent à 341 000 francs, constituent 25 % des coûts de l'aide d'urgence (trimestre précédent : 22 %, moyenne des quatre trimestres précédents : 20 %).

77 % des coûts concernent les cinq cantons suivants : Zurich, Vaud, Berne, Argovie et Genève.

Pour le trimestre examiné, les cantons reçoivent 574 200 francs de forfaits au titre de l'aide d'urgence. Ils ont, en outre, facturé des forfaits pour l'exécution de 47 renvois (1000 francs par renvoi exécuté)<sup>5</sup>. Pour cette même période, l'aide d'urgence consentie par les cantons s'est chiffrée à 1 352 000 francs, les cantons affichant ainsi un déficit de l'ordre de 731 000 francs.

**Comparaisons intercantionales :** On dénombre quinze cantons (trimestre précédent : treize), pour la plupart relativement grands, dont les dépenses d'aide d'urgence en faveur des effectifs NR excèdent le forfait alloué par la Confédération à ce titre, malgré l'augmentation dudit forfait à 1800 francs (voir à ce sujet l'[annexe VIa](#)).

14 cantons (dont 6 comptent plus de dix bénéficiaires de l'aide d'urgence<sup>6</sup>) affichent une baisse des coûts de l'aide d'urgence depuis le trimestre précédent, tandis que onze cantons (dont 6 dénombrent plus de dix bénéficiaires de l'aide d'urgence<sup>7</sup>) enregistrent une augmentation de ces coûts. Le canton de Nidwald n'a subi aucuns frais liés à l'aide d'urgence au cours des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 2006.

Dans quatre des six cantons comptant plus de dix bénéficiaires de l'aide d'urgence et ayant enregistré une hausse (GE, SG, TG, VD), l'augmentation des coûts au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2006 s'explique en première ligne par l'extension de la durée de perception, à laquelle viennent s'ajouter des frais médicaux plus élevés. En Argovie, la hausse des coûts découle uniquement de la progression des frais globaux, alors que dans le canton de Schaffhouse, elle provient de l'accroissement des coûts moyens par jour. Dans le canton de Vaud, après une baisse considérable des coûts entre le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> trimestre 2006, la durée de perception, les coûts moyens et les frais médicaux sont à nouveau en progression.

Parmi les six cantons dénombant plus de dix bénéficiaires de l'aide sociale et affichant des coûts en baisse par rapport au trimestre précédent, quatre (BL, SO, VS, ZH) ont profité d'un recul du nombre de jours de perception et du nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence. Dans le canton de Berne, seuls les jours de perception ont diminué, alors que dans le canton de Fribourg, la régression est due presque uniquement à une baisse des frais médicaux.

#### **Coûts de l'aide d'urgence engendrés pour les effectifs RT :**

Se chiffrant à 1 078 000 francs (trimestre précédent : 1 127 000 francs), les coûts de l'aide d'urgence allouée aux personnes soumises au RT (frais médicaux compris) accusent une baisse de l'ordre de 45 % depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 2005. A noter que 80 % de cette somme est imputée aux cantons de Zurich, Vaud, Argovie, Genève et Berne. Les coûts par jour et par personne s'élèvent en moyenne à 26 francs (trimestre précédent : 24) tandis que la durée de perception moyenne par trimestre est de 71 jours (trimestre précédent : 65).

Après le fort recul constaté au cours du 3<sup>e</sup> trimestre, les frais médicaux ont à nouveau augmenté un peu et ont passé de 227 000 francs à 240 000 francs pour le trimestre sous revue.

<sup>5</sup> L'indemnité au titre de l'exécution du renvoi doit permettre de rembourser aux cantons les éventuels frais supplémentaires occasionnés durant la préparation du départ (notamment coûts de l'aide d'urgence, c'est-à-dire frais d'hébergement et d'encadrement.). En vertu de l'art. 54ff OA 2, les coûts engendrés par le départ sont remboursés aux cantons séparément.

<sup>6</sup> BE, BL, FR, SO, VS; ZH ; les personnes ayant engendré uniquement des frais médicaux ne sont pas prises en compte.

<sup>7</sup> AG, GE, SG, SH, TG, VD ; les personnes ayant engendré uniquement des frais médicaux ne sont pas prises en compte.

Ces frais représentent 22 % de l'ensemble des coûts de l'aide d'urgence (trimestre précédent : 20 %).

La durée de perception moyenne étant élevée, on peut en conclure que, parmi les effectifs RT, de nombreuses personnes séjournent en Suisse depuis longtemps et ont recours à l'aide d'urgence de manière durable.

Effectifs RT compris, les cantons enregistrent, à l'issue du 4<sup>e</sup> trimestre 2006, un déficit de 1 809 000 francs (trimestre précédent : 1 719 000 francs) suite au versement de prestations au titre de l'aide d'urgence d'un montant total de 2 430 000 francs.

**Coûts structurels** : Parallèlement aux prestations d'aide d'urgence, les cantons ont enregistré, au cours de la période sous revue, des frais découlant des structures d'accueil inoccupées se montant à 1 156 000 francs. Ces frais ont donc diminué de 87 000 francs, soit 7 %, par rapport au trimestre précédent (voir à ce sujet l'[annexe VII](#)). Au vu des jours de perceptions indiqués, il ressort qu'au 4<sup>e</sup> trimestre 2006, le coût structurel moyen s'élève, tout comme au trimestre précédent, à 16 francs environ par jour d'aide effective allouée<sup>8</sup>.

## 4. Sécurité publique

Au cours de la période sous revue, 436 personnes (effectifs NR et RT) ont été interpellées lors de 575 interventions<sup>9</sup>, alors qu'au trimestre précédent, les 708 interpellations effectuées concernaient 494 personnes.

### 4.1 Effectifs NR

Au terme du 4<sup>e</sup> trimestre 2006, les services de police font état de 288 personnes soumises au NR NEM interpellées au cours de 395 interventions, ce qui équivaut à une baisse de 20 % par rapport au trimestre précédent. 54 % (213) des appréhensions étaient uniquement dues à un séjour illégal (moyenne des quatre trimestres précédents : 52 %).

En outre, 87 interpellations ont été effectuées en raison d'infractions à la loi sur les stupéfiants (trimestre précédent : 95) et 28 suite à des délits contre le patrimoine (trimestre précédent : 22). Ces deux types d'infractions constituent 29 % des interpellations (trimestre précédent : 23 %).

L'[annexe Xa](#) donne un aperçu des interpellations enregistrées de personnes frappées d'une NEM exécutoire, classées selon leur type et leur fréquence (NR).

**Répartition par canton** : 77 % des appréhensions ont eu lieu dans les cinq cantons suivants : Argovie, Berne, Genève, Vaud et Zurich (trimestre précédent : 66 %). Avec 77 interpellations au cours du trimestre sous revue, le canton de Zurich est en tête de liste, suivi du canton de Vaud (71) et du canton de Berne (69). Six cantons (AI, GL, JU, NE, NW et TI) ne font état d'aucune interpellation de personnes soumises au NR.

### 4.2 Effectifs RT

Le nombre d'interpellations a diminué par rapport au trimestre précédent, passant de 210 à 180 pour le trimestre sous revue. Le nombre de personnes appréhendées, s'élevant à 148 (contre 164 au trimestre précédent), a suivi une évolution similaire. Ainsi, la tendance à la baisse, amorcée depuis 8 trimestres, se confirme.

<sup>8</sup> La Confédération ne prend pas ces coûts en considération dans le calcul visant à évaluer si les forfaits d'aide d'urgence qu'elle a octroyés aux cantons suffisent à couvrir leurs dépenses.

<sup>9</sup> Les personnes interpellées dans plusieurs cantons ne sont comptées qu'une seule fois. Les anciennes annexes IX, qui présentaient les chiffres par canton, n'ont pas été intégrées au présent rapport. Elles peuvent, au besoin, être commandées à l'adresse suivante : [Monitoring-NEE@bfm.admin.ch](mailto:Monitoring-NEE@bfm.admin.ch).

Le séjour irrégulier était l'unique motif de 49 % des 180 interpellations appréhensions effectuées au cours de la période en revue. Pour les quatre trimestres précédents, ce taux se situait à 40 % en moyenne. Le nombre d'interpellations liées à des délits contre le patrimoine ou à des infractions à la loi sur les stupéfiants reste bas (voir [annexe Xb](#)) et représente 26 % de l'ensemble des appréhensions.

**Répartition par canton :** 77 % des interpellations se répartissent sur cinq cantons (AG, BE, GE, VD et ZH). Zurich recense à lui seul 54 appréhensions et Genève 35.

## 5. Autres observations

**Mineurs non accompagnés :** Durant le 4<sup>e</sup> trimestre 2006, cinq mineurs non accompagnés âgés de 16 à 18 ans, de sexe masculin, ont fait l'objet d'une NEM exécutoire (trimestre précédent : 1). Deux d'entre eux sont originaires d'Europe de l'Est et trois d'Afrique.

Huit mineurs non accompagnés âgés de 15 à 18 ans ont bénéficié de l'aide d'urgence. Tous sont frappés d'une NEM selon le nouveau régime.

**Répercussions de la durée de procédure sur la durée de perception des prestations d'aide d'urgence (NR) :** S'agissant des personnes dont la NEM est entrée en force au cours de la période sous revue, la procédure d'asile a pris plus de six mois dans 22 % des cas (moyenne des quatre trimestres précédents : 19 %). Pour les personnes ayant eu recours à l'aide d'urgence au moins une fois pendant le 4<sup>e</sup> trimestre 2006, cette proportion atteint 24 % (voir tableau infra). On peut en conclure que les cas de procédures longues sont plus fréquents chez les bénéficiaires de l'aide d'urgence.

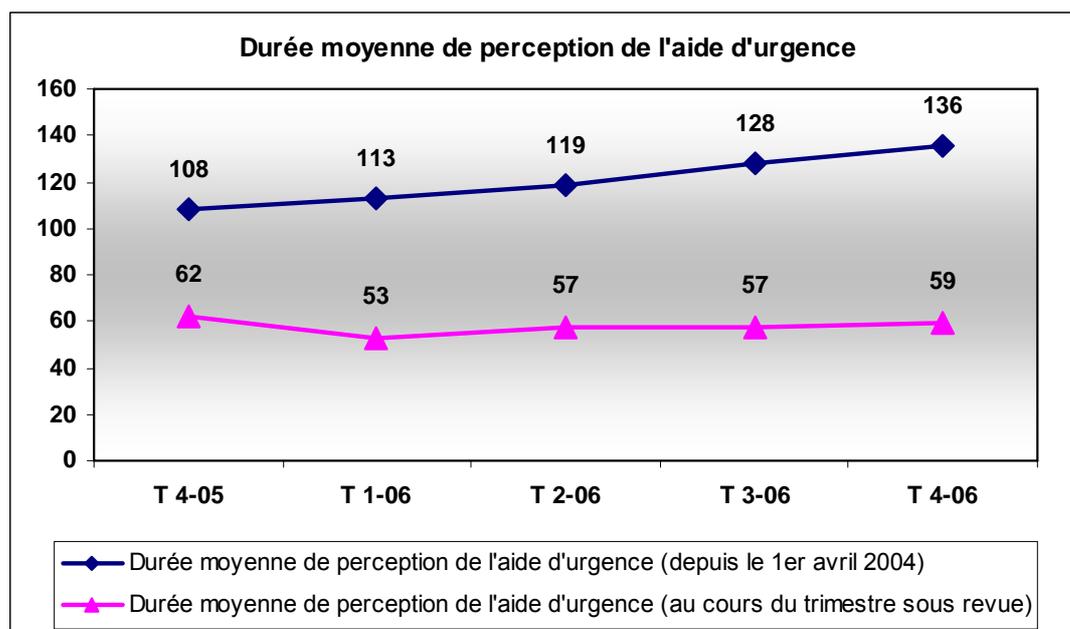
**Bénéficiaires de l'aide d'urgence<sup>10</sup> (NR) classés selon la durée de la procédure :**

Durée de la procédure	3 <sup>e</sup> trimestre 2006		4 <sup>e</sup> trimestre 2006	
	Nombre	%	Nombre	%
>=730 jours	27	3,6	32	4,7
366-729 jours	46	6,1	37	5,4
181-365 jours	113	15,1	95	13,8
30-180 jours	492	65,5	460	66,9
<30 jours	73	9,7	63	9,2
Total	751	100,0	687	100,0

**Durée de perception de l'aide d'urgence (NR) :** A l'issue du 4<sup>e</sup> trimestre 2006, la proportion des personnes soumises au nouveau régime frappées d'une NEM exécutoire qui n'ont jamais eu recours à l'aide d'urgence se montait à 63 % (fin du trimestre précédent : 63 %).

Si l'on tient compte des onze trimestres examinés, la durée de perception moyenne de l'aide d'urgence se montait au terme de la période sous revue à 136 jours par personne. Le graphique ci-dessous montre l'évolution de ces chiffres au cours des derniers trimestres.

<sup>10</sup> Les personnes ayant engendré uniquement des frais médicaux ne sont pas prises en compte.



La tendance à la hausse découle avant tout des « bénéficiaires de longue durée »<sup>11</sup>, qui forment plus d'un tiers (37 %) des personnes ayant eu recours à l'aide d'urgence en Suisse au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2006. Il s'agit là d'une augmentation de 6 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre. Les cantons de Schaffhouse (61 %), Neuchâtel (60 %), Zurich (56 %) et du Valais (50 %) comptent un taux particulièrement élevé de bénéficiaires de longue durée, tandis que les cantons de Fribourg (13 %), Vaud (16 %) et Genève (26 %) affichent une proportion nettement inférieure à la moyenne nationale. Par ailleurs, huit cantons, pour la plupart de petite taille, ne dénombrent aucun bénéficiaire de longue durée au cours de la période sous revue.<sup>12</sup> La catégorie des bénéficiaires de longue durée comprend également les personnes vulnérables.

**Impact de la mesure d'exclusion en termes de séjours et de départs sur les personnes soumises au NR frappées d'une NEM :** Bien que le taux de personnes percevant l'aide d'urgence sur une longue période monte (voir supra), le nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence dont la NEM est exécutoire de longue date diminue constamment. Seules 115 (6 %) des 1788 personnes dont la NEM est passée en force au 2<sup>e</sup> trimestre 2004 ont eu recours à l'aide d'urgence au cours de la période sous revue, alors qu'elles étaient encore 127 à en bénéficier au cours du trimestre précédent et 243 (14 %) au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2005. Le tableau suivant montre une évolution semblable s'agissant des personnes dont la décision de non-entrée en matière a été rendue tardivement.

Trimestre de l'entrée en force	Nombre NEM exécutoires	Bénéficiaires de l'aide d'urgence durant la période suivante :									
		1 <sup>er</sup> trim. 2005		1 <sup>er</sup> trim. 2006		2 <sup>e</sup> trim. 2006		3 <sup>e</sup> trim. 2006		4 <sup>e</sup> trim. 2006	
			%		%		%		%		%
2 <sup>e</sup> trim. 2004	1788	243	13,6	163	9,1	139	7,8	127	7,1	115	6,4
3 <sup>e</sup> trim. 2004	1185	185	15,6	100	8,4	83	7,0	75	6,3	60	5,1
4 <sup>e</sup> trim. 2004	831	160	19,2	64	7,7	48	5,8	41	4,9	39	4,7
1 <sup>er</sup> trim. 2005	646	158	24,4	55	8,5	52	8,0	41	6,3	40	6,2

<sup>11</sup> Sont considérées « bénéficiaires de longue durée » les personnes qui, durant la période sous revue ainsi que les deux trimestres précédents, ont eu recours à l'aide d'urgence pendant plus de deux tiers de la durée maximale de perception de ces trois trimestres. Les personnes qui, depuis la suppression de l'aide sociale le 1<sup>er</sup> avril 2004, ont touché l'aide d'urgence pendant plus de 50 % de la durée totale de perception sont également réputées « bénéficiaires de longue durée ».

<sup>12</sup> AI, AR, GR, JU, NW, OW, SZ, UR.

Selon la banque de données de l'Office fédéral des migrations (système d'enregistrement automatisé des personnes, AUPER), près d'un cinquième des personnes dont la décision de non-entrée en matière est devenue exécutoire après le 1<sup>er</sup> avril 2004 ont quitté la Suisse dans le cadre d'un départ contrôlé ou ont été rapatriées dans leur Etat d'origine.

**Impact de la mesure d'exclusion en termes de séjours et de départs sur les personnes soumises au RT :** Rappelons que la Confédération a continué, au besoin, de prendre à sa charge les coûts de l'aide sociale ordinaire pour les 4990 personnes dont la NEM est entrée en force avant le 1<sup>er</sup> avril 2004 (effectifs RT), et ce jusqu'au 31 décembre 2004. Au-delà de cette date, la suppression de l'aide sociale s'appliquait également à ces personnes. C'est pourquoi, elles ne sont prises en considération dans le monitoring NEM qu'à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2005.

Depuis ce même trimestre, les effectifs RT ayant recours à l'aide sociale ont diminué de 52 %. En effet, au cours de la période examinée, seules 566 des 4990 personnes soumises au RT ont été recensées parmi les bénéficiaires de l'aide d'urgence, alors qu'on en dénombrait encore 646 durant le trimestre précédent.

Huit cantons ne comptent aucune personne soumise au RT percevant l'aide d'urgence<sup>13</sup>. Dans 16 cantons, le nombre des effectifs RT bénéficiant de l'aide d'urgence a diminué par rapport au trimestre précédent. Pour leur part, les cantons de Bâle-Ville et de Schaffhouse comptent chacun une personne supplémentaire parmi celles soumise au RT. Les cantons de Vaud (-36 personnes) et de Zurich (-29) enregistrent le plus fort recul en chiffres absolus par rapport au trimestre précédent. Toutefois, ce sont les cantons de Zurich (225), d'Argovie (48), de Vaud (41) et de Berne (29) qui hébergent le plus d'effectifs RT disposant de l'aide d'urgence<sup>14</sup>.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, 1777 personnes bénéficiant de l'aide d'urgence et appartenant aux effectifs RT ont été dénombrées (les personnes ayant eu recours à l'aide d'urgence à plusieurs reprises au cours de différents trimestres ne sont comptabilisées qu'une seule fois). Cela signifie que 64 % des personnes soumises au RT n'ont jamais eu recours à l'aide d'urgence.

**Interpellations policières :** Le nombre de personnes interpellées frappées d'une NEM exécutoire de longue date s'amenuise de trimestre en trimestre (voir [annexe XI](#)). Des 3805 requérants dont la NEM est entrée en force du 2<sup>e</sup> au 4<sup>e</sup> trimestre 2004, 56 ont été interpellés au cours du trimestre examiné, alors qu'un an auparavant, 106 d'entre eux avaient été appréhendés. Ces résultats laissent supposer qu'une grande partie des personnes dont la décision de non-entrée en matière a été prononcée de longue date ont quitté la Suisse.

De plus, 55 % des personnes interpellées au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2006 faisaient l'objet d'une NEM passée en force au cours du même trimestre ou des trois trimestres précédents.

---

<sup>13</sup> AI, AR, GL, GR, NE, NW, OW, UR (les personnes ayant engendré uniquement des frais médicaux ne sont pas prises en compte).

<sup>14</sup> Les personnes ayant engendré uniquement des frais médicaux ne sont pas prises en compte.

## **Edition et rédaction**

### **Équipe de rédaction du Domaine de direction Nationalité, intégration et subventions fédérales, Office fédéral des migrations**

- Simone Bischoff (direction)
- Marie-Pascale Bagnoud
- Susanne Baumgartner
- Martin Michel

## **Traduction**

- Services linguistiques de l'ODM (version française)

## **Groupe d'accompagnement interne**

- Domaine de direction Procédure d'asile : Christian Zumwald
- Domaine de direction Entrée, séjour & retour : Christoph Feldmann, Peter Wenger

## **Groupe de contact Monitoring NEM**

- CDAS      Margrith Hanselmann
- CCDJP     Roger Schneeberger
- ASM        Florian Döblin, BE
- ODM        Mario Gattiker (présidence)

## Annexes

Annexe I :	Aperçu des chiffres clés (indemnité d'aide d'urgence de 1 800 francs prise en compte à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2005).....	11
Annexe II :	Décisions de NEM EF par pays d'origine (NR).....	12
Annexe IIa :	Bénéficiaires de l'aide d'urgence par nationalité (NR).....	13
Annexe III :	Décisions de NEM EF par durée de procédure (NR) .....	14
Annexe IIIa :	Effectif recensé (aide d'urgence et/ou interpellation policière), par trimestre d'entrée en force de la NEM (NR) .....	14
Annexe IV :	Aide d'urgence: durée moyenne de perception des prestations par canton et par trimestre (NR).....	15
Annexe V :	Aide d'urgence: effectif bénéficiaire d'une aide d'urgence dans l'effectif NEM EF attribué par canton (frais de santé non compris; NR) .....	16
Annexe VIa :	Coût de l'aide d'urgence au 4e trimestre 2006 (RT NON COMPRIS) sans les indemnités versées pour l'exécution des renvois à hauteur de 47'000 francs; indemnité d'aide d'urgence de 1'800 francs prise en compte à partir du 1er janvier 2005.....	17
Annexe VIb :	Coût de l'aide d'urgence au 4e trimestre 2006 (RT COMPRIS) sans les indemnités versées pour l'exécution des renvois à hauteur de 47'000 francs; indemnité d'aide d'urgence de 1'800 francs prise en compte à partir du 1er janvier 2005.....	18
Annexe VIc :	Coût de l'aide d'urgence au 4e trimestre 2006 (RT UNIQUEMENT, c'est-à-dire personnes dont la NEM est entrée en force avant 1er avril 2004) .....	19
Annexe VII :	Coût des structures d'accueil au 4e trimestre 2006.....	20
Annexe VIII :	Bilan des coûts et d'indemnités fédérales, aperçu sur onze trimestres; indemnité d'aide d'urgence de 1'800 francs prise en compte à partir du 1er janvier 2005 .....	21
Annexe IXa :	Sécurité publique (RT NON COMPRIS).....	22
Annexe IXb :	Sécurité publique (RT COMPRIS).....	22
Annexe IXc :	Sécurité publique (RT UNIQUEMENT) .....	23
Annexe Xa :	Interpellations par trimestre (NR) .....	23
Annexe Xb :	Interpellations par trimestre (RT).....	23
Annexe XI :	Personnes interpellées, par trimestre d'entrée en force de la NEM et par trimestre de l'interpellation.....	24

**Annexe I : Aperçu des chiffres clés (indemnité d'aide d'urgence de 1 800 francs prise en compte à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005)**

	T 2-04	T 3-04	T 4-04	T 1-05	T 2-05	T 3-05	T 4-05	T 1-06	T 2-06	T 3-06	T 4-06	Total
<b>1a NEM exécutoires</b>	1'788	1'185	831	646	642	578	525	490	508	383	319	7'895
<b>1b NEM exécutoires cumulés</b>	1'788	2'973	3'804	4'450	5'092	5'670	6'195	6'685	7'193	7'576	7'895	7'895
<b>2a Indemnités allouées par la Confédération dans le cadre de l'aide d'urgence</b>	1'072'800	711'000	498'600	1'162'800	1'155'600	1'040'400	945'000	882'000	914'400	689'400	574'200	9'646'200
<b>2b Indemnités cumulées allouées par la Confédération dans le cadre de l'aide d'urgence</b>	1'072'800	1'783'800	2'282'400	3'445'200	4'600'800	5'641'200	6'586'200	7'468'200	8'382'600	9'072'000	9'646'200	9'646'200
<b>3a Indemnités allouées par la Confédération dans le cadre de l'exécution des renvois</b>	2'000	23'000	30'000	60'000	35'000	26'000	87'000	37'000	50'000	54'000	47'000	451'000
<b>3b Indemnités cumulées allouées par la Confédération dans le cadre de l'exécution des renvois</b>	2'000	25'000	55'000	115'000	150'000	176'000	263'000	300'000	350'000	404'000	451'000	451'000
<b>4 NEM bénéficiaires de l'aide d'urgence (nouveaux cas)</b>	394	713	649	746	727	830	878	908	918	881	822	
<b>5 Dépenses d'aide d'urgence pour les nouveaux cas (frais médicaux non compris)</b>	234'866	590'717	597'484	721'821	840'065	953'304	1'220'617	1'090'281	1'230'078	1'046'841	1'011'784	9'537'858
<b>6a Dépenses d'aide d'urgence pour les nouveaux cas (frais médicaux compris)</b>	253'429	776'351	697'436	866'595	1'065'583	1'181'108	1'559'661	1'311'197	1'512'081	1'334'964	1'352'475	11'910'880
<b>6b Dépenses d'aide d'urgence cumulées pour les nouveaux cas (frais médicaux compris)</b>	253'429	1'029'780	1'727'216	2'593'811	3'659'394	4'840'502	6'400'163	7'711'360	9'223'441	10'558'405	11'910'880	11'910'880
<b>7 Total des jours de soutien (nouveaux cas)</b>	9'750	26'962	27'440	35'903	38'065	44'480	47'036	40'978	45'520	42'455	40'505	399'094
<b>8a Dépenses moyennes par jour/personne pour les nouveaux cas (frais médicaux non compris)</b>	24	22	22	20	22	21	26	27	27	25	25	24
<b>8b Durée moyenne de perception des prestations par personne pour les nouveaux cas (pour le trimestre correspondant au rapport)</b>	-	32	48	54	59	60	62	53	57	57	59	
<b>9a Solde des indemnités moins les frais (2a+3a-6a)</b>	<b>821'371</b>	<b>-42'351</b>	<b>-168'836</b>	<b>356'205</b>	<b>125'017</b>	<b>-114'708</b>	<b>-527'661</b>	<b>-392'197</b>	<b>-547'681</b>	<b>-591'564</b>	<b>-731'275</b>	<b>-1'813'680</b>
<b>9b Solde des indemnités moins les frais cumulés</b>	821'371	779'020	610'184	966'389	1'091'406	976'698	449'037	56'840	-490'841	-1'082'405	-1'813'680	-1'813'680
<b>10 Dépenses pour les structures uniquement</b>	590'354	917'824	922'500	1'681'376	1'632'155	1'939'257	1'229'338	1'404'702	1'259'754	1'243'213	1'156'108	13'976'581
<b>11 NEM bénéficiaires de l'aide d'urgence (cas transitoires)</b>	-	-	-	1'178	1'047	1'067	969	860	748	646	567	
<b>12 Dépenses d'aide d'urgence pour les cas transitoires (frais médicaux non compris)</b>	-	-	-	1'474'078	1'365'473	1'364'019	1'578'963	1'219'746	1'192'603	900'312	837'352	9'932'546
<b>13a Dépenses d'aide d'urgence pour les cas transitoires (frais médicaux compris)</b>	0	0	0	1'667'537	1'742'060	1'740'215	2'054'854	1'602'978	1'518'914	1'127'063	1'077'691	12'531'312
<b>13b Dépenses d'aide d'urgence cumulées pour les cas transitoires (frais médicaux compris)</b>	-	-	-	1'667'537	3'409'597	5'149'812	7'204'666	8'807'644	10'326'558	11'453'621	12'531'312	12'531'312
<b>14 Total des jours de soutien (cas transitoires)</b>	-	-	-	72'442	67'715	68'431	59'527	45'609	44'717	37'560	32'592	428'593
<b>15a Dépenses moyennes par jour/personne pour les cas transitoires (frais médicaux non compris)</b>	-	-	-	20	20	20	27	27	27	24	26	23
<b>15b Durée moyenne de perception des prestations par personne pour les cas transitoires (pour le trimestre correspondant au rapport)</b>	-	-	-	65	70	72	71	64	69	65	71	
<b>16 Interpellations policières (nouveaux cas)</b>	265	409	553	668	524	468	378	525	519	498	395	
<b>17 Personnes interpellées (nouveaux cas)</b>	200	292	360	385	313	342	271	352	355	330	288	
<b>19 Interpellations policières (cas transitoires)</b>	-	-	-	765	554	375	309	280	230	210	180	
<b>20 Personnes interpellées (cas transitoires)</b>	-	-	-	529	426	286	223	206	185	164	148	

**Annexe II : Décisions de NEM EF par pays d'origine (NR)**

Nationalité	2ème trim.2004 à 4ème trim. 2005		1er trim. 2006		2ème trim. 2006		3ème trim. 2006		4ème trim. 2006		TOTAL	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
Etat inconnu	1152	18.6	105	21.4	87	17.1	81	25.4	50	15.7	1475	18.7
Serbie et Monténégro	667	10.8	52	10.6	65	12.8	48	15.0		0.0	832	10.5
Serbie									47	14.7	47	0.6
Monténégro									1	0.3	1	0.0
Bulgarie	444	7.2	29	5.9	32	6.3	18	5.6	4	1.3	527	6.7
Géorgie	347	5.6	25	5.1	22	4.3	31	9.7	20	6.3	445	5.6
Nigéria	288	4.6	31	6.3	33	6.5	21	6.6	17	5.3	390	4.9
Algérie	268	4.3	13	2.7	24	4.7	11	3.4	17	5.3	333	4.2
Guinée	296	4.8	12	2.4	9	1.8	6	1.9	7	2.2	330	4.2
Turquie	201	3.2	17	3.5	29	5.7	11	3.4	11	3.4	269	3.4
Russie	186	3.0	5	1.0	11	2.2	10	3.1	13	4.1	225	2.8
Bosnie-Herzégovine	141	2.3	19	3.9	24	4.7	11	3.4	14	4.4	209	2.6
Macédoine	140	2.3	8	1.6	11	2.2	4	1.3	6	1.9	169	2.1
Arménie	101	1.6	13	2.7	10	2.0	9	2.8	4	1.3	137	1.7
Cameroun	79	1.3	9	1.8	10	2.0	5	1.6	4	1.3	107	1.4
Irak	83	1.3	0	0.0	4	0.8	1	0.3	1	0.3	89	1.1
Mongolie		0.0	6	1.2	14	2.8	22	6.9	8	2.5	50	0.6
RD du Congo		0.0	3	0.6	5	1.0	10	3.1	3	0.9	21	0.3
Tunisie		0.0	2	0.4	9	1.8	5	1.6	2	0.6	18	0.2
Autres (4ème trim.2006: 36 nationalités)	1802	29.1	141	28.8	109	21.5	79	24.8	90	28.2	2221	28.1
<b>Total</b>	<b>6195</b>	<b>100.0</b>	<b>490</b>	<b>100.0</b>	<b>508</b>	<b>100.0</b>	<b>383</b>	<b>120.1</b>	<b>319</b>	<b>100.0</b>	<b>7895</b>	<b>100.0</b>

**Annexe IIa :***Bénéficiaires de l'aide d'urgence par nationalité (NR)*

Nationalité	2ème trim. 2006		3ème trim. 2006		4ème trim. 2006		TOTAL	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
Etat inconnu	315	34.4	317	36.0	301	36.8	933	35.7
Nigéria	131	14.3	114	13.0	101	12.3	346	13.2
Algérie	42	4.6	41	4.7	38	4.6	121	4.6
Guinée	40	4.4	39	4.4	34	4.2	113	4.3
Serbie					34	4.2	34	1.3
Géorgie	30	3.3	34	3.9	26	3.2	90	3.4
Bosnie-Herzégovine	5	0.5	13	1.5	19	2.3	37	1.4
Cameroun	20	2.2	19	2.2	18	2.2	57	2.2
Liban	20	2.2	15	1.7	17	2.1	52	2.0
Mongolie	18	2.0	14	1.6	16	2.0	48	1.8
RD du Congo	19	2.1	17	1.9	14	1.7	50	1.9
Tunisie	12	1.3	13	1.5	11	1.3	36	1.4
Inde	11	1.2	12	1.4	11	1.3	34	1.3
Maroc	13	1.4	9	1.0	10	1.2	32	1.2
Russie	14	1.5	10	1.1	10	1.2	34	1.3
Mali	11	1.2	9	1.0	9	1.1	29	1.1
Turquie	10	1.1	10	1.1	9	1.1	29	1.1
Arménie	5	0.5	10	1.1	8	1.0	23	0.9
Ethiopie	10	1.1	10	1.1	6	0.7	26	1.0
Macédoine	2	0.2	2	0.2	3	0.4	7	0.3
Bulgarie	0	0.0	2	0.2	1	0.1	3	0.1
Irak	2	0.2	1	0.1	1	0.1	4	0.2
Monténégro					0	0.0	0	0.0
Serbie et Monténégro	55	6.0	36	4.1		0.0	91	3.5
Autres (4ème trim.06: 44 nationalités)	131	14.3	133	15.1	122	14.9	386	14.8
<b>Total</b>	<b>916</b>	<b>100.0</b>	<b>880</b>	<b>100.0</b>	<b>819</b>	<b>100.0</b>	<b>2615</b>	<b>100.0</b>

**Annexe III : Décisions de NEM EF par durée de procédure (NR)**

Durée de procédure en jours	du 2 <sup>e</sup> trim.2004 au 4 <sup>e</sup> trim.2005		1er trim. 2006		2 <sup>e</sup> trim. 2006		3 <sup>e</sup> trim. 2006		4 <sup>e</sup> trim. 2006		TOTAL	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
≥ 730	224	3.6	10	2.0	13	2.6	12	3.1	5	1.6	264	3.3
366 - 729	397	6.4	18	3.7	13	2.6	30	7.8	23	7.2	481	6.1
181 - 365	736	11.9	68	13.9	55	10.8	46	12.0	43	13.5	948	12.0
30 - 180	3283	53.0	311	63.5	377	74.2	263	68.7	228	71.5	4462	56.5
<30 jours	1555	25.1	83	16.9	50	9.8	32	8.4	20	6.3	1740	22.0
Total	6195	100.0	490	100.0	508	100.0	383	100.0	319	100.0	7895	100.0

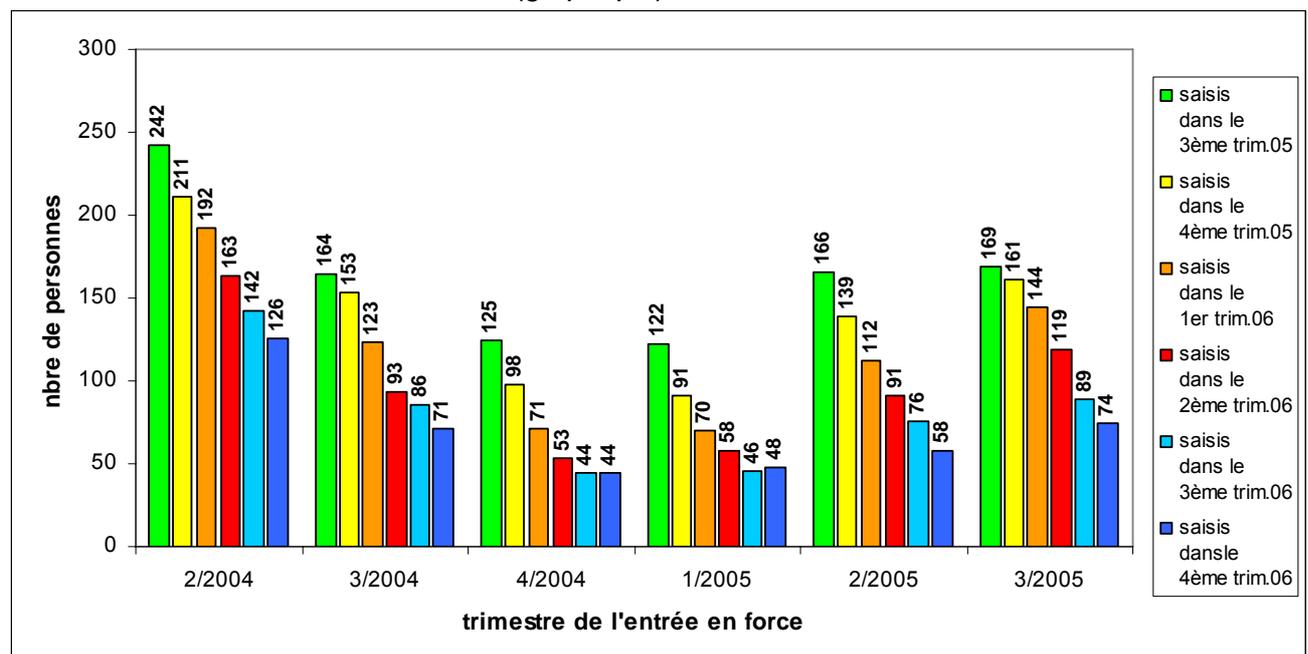
**Annexe IIIa : Effectif recensé (aide d'urgence et/ou interpellation policière), par trimestre d'entrée en force de la NEM (NR)**

trimestre sous revue	trimestre durant lequel la décision NEM est entrée en force													
	2 <sup>e</sup> trim. 2004 n=1788		3 <sup>e</sup> trim. 2004 n=1185		4 <sup>e</sup> trim. 2004 n=831		1 <sup>er</sup> trim. 2005 n=646		2 <sup>e</sup> trim. 2005 n=642		3 <sup>e</sup> trim. 2005 n=578		4 <sup>e</sup> trim. 2005 n=525	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
3 <sup>e</sup> trim.05	242	13.5	164	13.8	125	15.0	122	18.9	166	25.9	169	29.2	x	x
4 <sup>e</sup> trim.05	211	11.8	153	12.9	98	11.8	91	14.1	139	21.7	161	27.9	155	29.5
1 <sup>er</sup> trim.06	192	10.7	123	10.4	71	8.5	70	10.8	112	17.4	144	24.9	164	31.2
2 <sup>e</sup> trim.06	163	9.1	93	7.8	53	6.4	58	9.0	91	14.2	119	20.6	106	20.2
3 <sup>e</sup> trim.06	142	7.9	86	7.3	44	5.3	46	7.1	76	11.8	89	15.4	81	15.4
4 <sup>e</sup> trim. 06	126	7.0	71	6.0	44	5.3	48	7.4	58	9.0	74	12.8	72	13.7

**pourcentage:** pourcentage de personnes dont la décision NEM est entrée en force pendant un trimestre précis et qui sont recensées lors d'un trimestre sous revue. **Exemple:** au 4<sup>e</sup> trimestre 2006 nous avons recensé 126 personnes dont la décision NEM était entrée en force au 2<sup>e</sup> trimestre 2004; cela représente 7% des 1'788 personnes dont la décision NEM est entrée en force au 2<sup>e</sup> trimestre 2004.

**x:** pas possible. Sont pris en compte dans le cadre du monitoring seulement les bénéficiaires de l'aide d'urgence et les interpellations de personnes dont la décision NEM est entrée en force. Ainsi au 3<sup>e</sup> trimestre 2005 il ne peut pas y avoir d'interpellation et/ou de bénéficiaires de l'aide d'urgence dont la décision NEM entrerait en force au trimestre suivant ou encore plus tard.

**Annexe IIIb : Effectif recensé NR (aide d'urgence et/ou interpellation policière), par trimestre d'entrée en force de la NEM (graphique)**



**Annexe IV :***Aide d'urgence: durée moyenne de perception des prestations par canton et par trimestre (NR)*

Canton	3ème trim. 05		4ème trim. 05		1er trim. 06		2ème trim. 06		3ème trim. 06		4ème trim. 06	
	nbre	durée moyenne de perception	nbre	durée moyenne de perception	nbre	durée moyenne de perception	nbre	durée moyenne de perception	nbre	durée moyenne de perception	nbre	durée moyenne de perception
AG	61	48.4	60	52.1	78	46.3	89	48.8	93	44.5	74	54.8
AI	0	0	0	0	1	5	1	33.0	1	7.0	1	24.0
AR	2	61.5	3	51.3	3	64.3	2	13.0	1	20.0	1	20.0
BE	64	45.8	54	58.6	73	59.6	97	61.3	97	69.5	101	63.2
BL	31	63.9	33	54.9	28	46.7	36	45.5	28	46.4	27	39.4
BS	8	89.1	8	44.8	8	67.3	12	50.8	13	66.2	9	64.7
FR	10	56.7	15	46.2	13	45.1	11	61.5	11	45.4	12	61.6
GE	49	47.2	48	39.5	52	45.4	59	41.1	57	43.8	44	59.8
GL	1	7	1	22	0	0	7	32.7	7	81.1	7	52.3
GR	1	20	1	39	7	12.5	1	6.0	4	35.5	2	13.0
JU	5	46	2	3	2	8.5	1	2.0	1	5.0	2	1.5
LU	15	58.8	10	56.8	8	28.6	13	32.2	14	60.7	6	30.5
NE	14	11.8	10	13.8	11	21.9	9	71.2	9	71.6	8	39.1
NW	2	32.5	1	92	2	45.5	1	91.0	0	0.0	0	0.0
OW	2	42	2	44.5	2	6.5	1	5.0	2	2.0	0	0.0
SG	26	48.2	36	72.7	39	50.9	43	62.4	27	63.6	36	64.9
SH	19	68.3	18	65	18	69.8	19	60.5	17	64.3	17	56.1
SO	38	84.1	34	53.4	30	54.6	36	39.9	25	61.0	14	40.9
SZ	4	3.8	6	17.7	7	13.7	9	6.4	4	2.5	3	7.3
TG	1	92	8	32	9	57.6	9	57.2	9	47.2	10	61.1
TI	2	37	7	45.8	2	7	4	28.5	4	47.8	2	55.0
UR	2	92	1	31	0	0	0	0	0	0.0	1	0.0
VD	105	52.2	125	70.9	90	51.9	104	57.6	104	33.4	100	58.1
VS	16	56.6	21	66.3	25	68.4	30	68.1	34	71.2	24	61.1
ZG	0	0	2	19	3	46	2	60.5	2	49.0	4	60.3
ZH	258	73.5	256	71.4	257	59.5	204	70.1	191	71.1	180	66.7
<b>Total</b>	<b>736</b>	<b>60.4</b>	<b>762</b>	<b>61.7</b>	<b>768</b>	<b>53.3</b>	<b>800</b>	<b>56.9</b>	<b>755</b>	<b>56.7</b>	<b>685</b>	<b>59.1</b>

**Annexe V :**

*Aide d'urgence: effectif bénéficiaire d'une aide d'urgence dans l'effectif NEM EF attribué par canton (frais de santé non compris; NR)*

canton	1er trim. 2006			2ème trim. 2006			3ème trim. 2006			4ème trim. 2006		
	nbre personnes attribuées cumulées	nbre bénéficiaires aide d'urgence	%	nbre personnes attribuées cumulées	nbre bénéficiaires aide d'urgence	%	nbre personnes attribuées cumulées	nbre bénéficiaires aide d'urgence	%	nbre personnes attribuées cumulées	nbre bénéficiaires aide d'urgence	%
AG	578	78	13.5	618	89	14.4	651	93	14.3	674	74	11.0
AI	9	1	11.1	11	1	9.1	13	1	7.7	14	1	7.1
AR	45	3	6.7	47	2	4.3	52	1	1.9	55	1	1.8
BE	909	73	8.0	967	97	10.0	1015	97	9.6	1058	101	9.5
BL	225	28	12.4	246	36	14.6	255	28	11.0	262	27	10.3
BS	159	8	5.0	173	12	6.9	184	13	7.1	189	9	4.8
FR	165	13	7.9	170	11	6.5	183	11	6.0	193	12	6.2
GE	291	52	17.9	317	59	18.6	341	57	16.7	354	44	12.4
GL	28	0	0.0	36	7	19.4	38	7	18.4	40	7	17.5
GR	178	7	3.9	186	1	0.5	198	4	2.0	206	2	1.0
JU	73	2	2.7	76	1	1.3	80	1	1.3	84	2	2.4
LU	344	8	2.3	372	13	3.5	383	14	3.7	402	6	1.5
NE	162	11	6.8	171	9	5.3	178	9	5.1	183	8	4.4
NW	32	2	6.3	35	1	2.9	38	0	0.0	40	0	0.0
OW	29	2	6.9	34	1	2.9	35	2	5.7	36	0	0.0
SG	421	39	9.3	461	43	9.3	485	27	5.6	507	36	7.1
SH	81	18	22.2	87	19	21.8	93	17	18.3	95	17	17.9
SO	224	30	13.4	252	36	14.3	260	25	9.6	270	14	5.2
SZ	118	7	5.9	131	9	6.9	140	4	2.9	143	3	2.1
TG	188	9	4.8	204	9	4.4	211	9	4.3	223	10	4.5
TI	315	2	0.6	334	4	1.2	346	4	1.2	356	2	0.6
UR	28	0	0.0	30	0	0.0	32	0	0.0	34	1	2.9
VD	533	90	16.9	567	104	18.3	597	104	17.4	632	100	15.8
VS	246	25	10.2	264	30	11.4	275	34	12.4	284	24	8.5
ZG	82	3	3.7	89	2	2.2	94	2	2.1	99	4	4.0
ZH	1216	257	21.1	1309	204	15.6	1393	191	13.7	1456	180	12.4
sans	6	0	0.0	6	0	0.0	6	0	0.0	6	0	0.0
<b>TOTAL</b>	<b>6685</b>	<b>768</b>	<b>11.5</b>	<b>7193</b>	<b>800</b>	<b>11.1</b>	<b>7576</b>	<b>755</b>	<b>10.0</b>	<b>7895</b>	<b>685</b>	<b>8.7</b>

**Annexe Via : Coût de l'aide d'urgence au 4e trimestre 2006 (RT NON COMPRIS) sans les indemnités versées pour l'exécution des renvois à hauteur de 47'000 francs; indemnité d'aide d'urgence de 1'800 francs prise en compte à partir du 1er janvier 2005**

Canton	Nbre de bénéficiaires	Nbre de bénéficiaires (frais médicaux non compris)	Nbre total de jours de perception	Dépenses (frais médicaux non compris)	Dépenses moyennes par jour et par personne	Frais médicaux	Dépenses (frais médicaux compris)	Nbre de personnes NEM attribuées	Indemnités fédérales d'aide d'urgence - 4ème trim. 06	Bilan des dépenses et indemnités fédérales (frais médicaux compris)
AG	86	74	4'053	70'641	17	14'366	85'007	23	41'400	-43'607
AI	1	1	24	439	18	0	439	1	1'800	1'361
AR	1	1	20	80	4	0	80	3	5'400	5'320
BE	118	101	6'379	152'435	24	27'159	179'594	43	77'400	-102'194
BL	30	27	1'064	30'445	29	17'725	48'170	7	12'600	-35'570
BS	13	9	582	10'115	17	8'124	18'239	5	9'000	-9'239
FR	15	12	739	14'611	20	6'134	20'745	10	18'000	-2'745
GE	46	44	2'632	68'868	26	11'498	80'366	13	23'400	-56'966
GL	7	7	366	6'666	18	3'208	9'874	2	3'600	-6'274
GR	6	2	26	752	29	8'112	8'864	8	14'400	5'536
JU	2	2	3	81	27	0	81	4	7'200	7'119
LU	9	6	183	3'607	20	-148	3'459	19	34'200	30'741
NE	10	8	313	6'655	21	4'923	11'578	5	9'000	-2'578
NW	0	0	0	0	0	0	0	2	3'600	3'600
OW	4	0	0	0	0	1'286	1'286	1	1'800	514
SG	36	36	2'335	36'668	16	12'933	49'601	22	39'600	-10'001
SH	18	17	953	20'596	22	1'866	22'462	2	3'600	-18'862
SO	18	14	572	15'524	27	3'568	19'092	10	18'000	-1'092
SZ	5	3	22	711	32	130	841	3	5'400	4'559
TG	12	10	611	14'190	23	2'177	16'367	12	21'600	5'233
TI	2	2	110	3'075	28	4'001	7'076	10	18'000	10'924
UR	1	1	0	190	0	484	674	2	3'600	2'926
VD	125	100	5'808	183'813	32	88'873	272'686	35	63'000	-209'686
VS	34	24	1'466	45'761	31	13'940	59'701	9	16'200	-43'501
ZG	8	4	241	5'112	21	5'356	10'468	5	9'000	-1'468
ZH	215	180	12'003	320'749	27	104'976	425'725	63	113'400	-312'325
<b>TOTAL</b>	<b>822<sup>15</sup></b>	<b>685</b>	<b>40'505</b>	<b>1'011'784</b>	<b>25</b>	<b>340'691</b>	<b>1'352'475</b>	<b>319</b>	<b>574'200</b>	<b>-778'275</b>

Les indemnités versées au titre de l'exécution du renvoi lors du 4ème trimestre 2006, soit Fr. 47'000.-- ne sont pas prises en compte

<sup>15</sup> A noter que trois personnes ayant bénéficié de l'aide d'urgence dans deux cantons ont été comptées deux fois.

**Annexe Vlb** : Coût de l'aide d'urgence au 4e trimestre 2006 (RT COMPRIS) sans les indemnités versées pour l'exécution des renvois à hauteur de 47'000 francs; indemnité d'aide d'urgence de 1'800 francs prise en compte à partir du 1er janvier 2005

Canton	Nbre de bénéficiaires	Nbre de bénéficiaires (frais médicaux non compris)	Nbre total de jours de perception	Dépenses (frais médicaux non compris)	Dépenses moyennes par jour et par personne	Frais médicaux	Dépenses (frais médicaux compris)	Nbre de personnes NEM attribuées	Indemnités fédérales d'aide d'urgence - 4ème trim. 06	Bilan des dépenses et indemnités fédérales (frais médicaux compris)
AG	134	122	7'244	126'021	17	20'707	146'728	23	41'400	-105'328
AI	1	1	24	439	18	0	439	1	1'800	1'361
AR	1	1	20	80	4	0	80	3	5'400	5'320
BE	161	130	8'411	202'459	24	34'573	237'032	43	77'400	-159'632
BL	47	41	1'931	55'705	29	21'928	77'633	7	12'600	-65'033
BS	15	11	676	11'381	17	10'316	21'697	5	9'000	-12'697
FR	23	18	1'237	20'768	17	8'205	28'973	10	18'000	-10'973
GE	75	71	4'491	115'534	26	22'607	138'141	13	23'400	-114'741
GL	7	7	366	6'666	18	3'208	9'874	2	3'600	-6'274
GR	6	2	26	752	29	8'112	8'864	8	14'400	5'536
JU	4	3	23	624	27	862	1'486	4	7'200	5'714
LU	18	15	918	25'856	28	232	26'088	19	34'200	8'112
NE	11	8	313	6'655	21	5'243	11'898	5	9'000	-2'898
NW	0	0	0	0	0	0	0	2	3'600	3'600
OW	4	0	0	0	0	1'286	1'286	1	1'800	514
SG	51	51	3'594	65'645	18	21'897	87'542	22	39'600	-47'942
SH	27	24	1'226	26'495	22	2'967	29'462	2	3'600	-25'862
SO	36	23	1'212	32'584	27	13'462	46'046	10	18'000	-28'046
SZ	7	4	27	873	32	358	1'231	3	5'400	4'169
TG	24	20	1'456	33'650	23	8'933	42'583	12	21'600	-20'983
TI	5	3	171	4'780	28	6'527	11'307	10	18'000	6'693
UR	1	1	0	190	0	484	674	2	3'600	2'926
VD	189	141	8'020	253'117	32	128'532	381'649	35	63'000	-318'649
VS	46	31	1'970	62'569	32	17'263	79'832	9	16'200	-63'632
ZG	18	14	768	19'936	26	8'273	28'209	5	9'000	-19'209
ZH <sup>16</sup>	478	405	28'973	776'357	27	235'056	1'011'413	63	113'400	-898'013
<b>TOTAL</b>	<b>1'389<sup>17</sup></b>	<b>1'147</b>	<b>73'097</b>	<b>1'849'136</b>	<b>25</b>	<b>581'030</b>	<b>2'430'166</b>	<b>319</b>	<b>574'200</b>	<b>-1'855'966</b>

<sup>16</sup> Le canton de ZH n'a pas réussi à effectuer à temps le calcul des coûts de l'aide d'urgence pour toutes les communes. Après estimation, il y a lieu d'ajouter environ 60'000 francs (en grande majorité des coûts pour les RT).

<sup>17</sup> A noter que trois personnes ayant bénéficié de l'aide d'urgence dans deux cantons ont été comptées deux fois.

**Annexe VIc : Coût de l'aide d'urgence au 4e trimestre 2006 (RT UNIQUEMENT, c'est-à-dire personnes dont la NEM est entrée en force avant 1er avril 2004)**

Canton	Nbre de bénéficiaires	Nbre de bénéficiaires (frais médicaux non compris)	Nbre total de jours de perception	Dépenses (frais médicaux non compris)	Dépenses moyennes par jour et par personne	Frais médicaux	Dépenses (frais médicaux compris)	Nbre de personnes NEM attribuées	Indemnités fédérales d'aide d'urgence - 4ème trim. 06	Bilan des dépenses et indemnités fédérales (frais médicaux compris)
AG	48	48	3'191	55'380	17	6'341	61'721	x	0	-61'721
AI	0	0	0	0	0	0	0	x	0	0
AR	0	0	0	0	0	0	0	x	0	0
BE	43	29	2'032	50'024	25	7'414	57'438	x	0	-57'438
BL	17	14	867	25'260	29	4'203	29'463	x	0	-29'463
BS	2	2	94	1'266	13	2'192	3'458	x	0	-3'458
FR	8	6	498	6'157	12	2'071	8'228	x	0	-8'228
GE	29	27	1'859	46'666	25	11'109	57'775	x	0	-57'775
GL	0	0	0	0	0	0	0	x	0	0
GR	0	0	0	0	0	0	0	x	0	0
JU	2	1	20	543	27	862	1'405	x	0	-1'405
LU	9	9	735	22'249	30	380	22'629	x	0	-22'629
NE	1	0	0	0	0	320	320	x	0	-320
NW	0	0	0	0	0	0	0	x	0	0
OW	0	0	0	0	0	0	0	x	0	0
SG	15	15	1'259	28'977	23	8'964	37'941	x	0	-37'941
SH	9	7	273	5'899	22	1'101	7'000	x	0	-7'000
SO	18	9	640	17'060	27	9'894	26'954	x	0	-26'954
SZ	2	1	5	162	32	228	390	x	0	-390
TG	12	10	845	19'460	23	6'756	26'216	x	0	-26'216
TI	3	1	61	1'705	28	2'526	4'231	x	0	-4'231
UR	0	0	0	0	0	0	0	x	0	0
VD	64	41	2'212	69'304	31	39'659	108'963	x	0	-108'963
VS	12	7	504	16'808	33	3'323	20'131	x	0	-20'131
ZG	10	10	527	14'824	28	2'917	17'741	x	0	-17'741
ZH	263	225	16'970	455'608	27	130'080	585'688	x	0	-585'688
<b>TOTAL</b>	<b>567</b>	<b>462</b>	<b>32'592</b>	<b>837'352</b>	<b>26</b>	<b>240'339</b>	<b>1'077'691</b>	<b>x</b>	<b>0</b>	<b>-1'077'691</b>

## Annexe VII : Coût des structures d'accueil au 4e trimestre 2006

canton	structures	capacité d'accueil NEM	coût des structures	Dépenses d'hébergement prises en compte dans l'annexe VIa (nouveaux cas)	Dépenses d'hébergement prises en compte dans l'annexe VIc (cas régime transitoire)	Dépenses d'hébergement prises en compte dans l'annexe VIb TOTAL	coût des structures pur (pas prise en compte aux annexes VI a-c)
AG	KU Birr, Holderbank und Hausen	97	104'000	70'641	31'910	102'551	1'449
AI	Wohnheim Bleiche	2	2'400	439	0	439	1'961
AR	DZ Alpenblick	7	345	0	0	0	345
BE	DZ Lyss	selon les besoins	107'989				
	Div. Gemeinden im Kanton BE	selon les besoins	2'259				
	DZ Aarwangen	selon les besoins	72'930				
	Div. DZ	selon les besoins	33'733				
	<b>Total BE</b>		<b>216'911</b>	69'605	22'335	<b>91'940</b>	<b>124'971</b>
BL	Notunterkunft Muttenz	60	140'000	13'066	10'647	23'713	116'287
BS	Notschlafstelle	#données	3'268	3'122	146	3'268	0
FR	Centre de la Poya	20	133'240	7'937	2'281	10'218	123'022
GE	Logements d'urgence	80	266'920	30'896	23'090	53'986	212'934
GL	DZ Rain	selon les besoins	5'940	3'828	0	3'828	2'112
GR	Strafanstalt Realta	10	24'892	284	0	284	24'608
JU	Foyer 1er accueil Belfond	4	7'200	30	199	229	6'971
LU	Notunterkunft Ibach	#données	16'005				
	Notschlafstelle	#données	5'093				
	Privatwohnungen Caritas	#données	4'881				
	Asylzentrum Sonnenhof	#données	3'500				
	<b>Total LU</b>		<b>29'479</b>	1'418	15'363	<b>16'781</b>	<b>12'698</b>
NE	Centre d'accueil de Couvet	selon les besoins	3'048				
	Appartement	#données	997				
	<b>Total NE</b>		<b>4'045</b>	3'114	0	<b>3'114</b>	<b>931</b>
NW	Asylunterkunft	8	0	0	0	0	0
OW	Nothilfeunterkunft Lungern	8	3'125	0	0	0	3'125
SG	Zivilschutzanlagen und Notunterkünfte in verschiedenen Gemeinden	div.	70'958	24'686	18'471	43'157	27'801
SH	Foyer +GF+	28	31'913	10'111	2'897	13'008	18'905
SO	DZ Oberbuchsiten	4	17'170				
	DZ Balmberg	18	29'989				
	<b>Total SO</b>		<b>47'159</b>	6'086	6'735	<b>12'821</b>	<b>34'338</b>
SZ	Zivilschutzanlage Chaltbach	12	5192	265	60	325	4'867
TG	Teil Kollektivunterkunft	15	23'895	6'739	9'320	16'059	7'836
TI	Prot.civ. de Camorino	30	9'999	1'185	657	1'842	8'157
UR	3-Zimmerwohnung	6	1'200	0	0	0	1'200
VD	Structures d'aide d'urgence	100	337'560				
	Structures mixtes: centres et logements	50	90'206				
	<b>Total VD</b>		<b>427'766</b>	66'850	25'460	<b>92'310</b>	<b>335'456</b>
VS	Centre d'accueil, Pavillon réservé à l'aide d'urgence	20	63'000	14'587	5'015	19'602	43'398
ZG	Nothilfezentrum	25	26'254	3'184	10'608	13'792	12'462
ZH	Andere NEE-Strukturen	#données	67'282				
	Reine NEE-Zentren	#données	193'447				
	div. Gemeinden im Kanton ZH	#données	72'536				
	<b>Total ZH</b>		<b>333'265</b>	124'698	178'293	<b>302'991</b>	<b>30'274</b>
CH			<b>1'982'366</b>	462'771	363'487	<b>826'258</b>	<b>1'156'108</b>

**Annexe VIII : Bilan des coûts et d'indemnités fédérales, aperçu sur onze trimestres; indemnité d'aide d'urgence de 1'800 francs prise en compte à partir du 1er janvier 2005**

		2ème trim. 2004	3ème trim. 2004	4ème trim. 2004	1er trim. 2005	Total 1ère année
sans cas transitoires	Indemnités d'aide d'urgence allouées par la Confédération	1'073'000	711'000	499'000	1'163'000	3'446'000
	Indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Conf.	2'000	23'000	30'000	60'000	115'000
	Dépenses d'aide d'urgence individuelle des cantons (frais médicaux compris)	253'000	776'000	697'000	867'000	2'593'000
	<b>Solde</b>	<b>822'000</b>	<b>-42'000</b>	<b>-168'000</b>	<b>356'000</b>	<b>968'000</b>
AVEC cas transitoires	Indemnités d'aide d'urgence allouées par la Confédération	1'073'000	711'000	499'000	1'163'000	3'446'000
	Indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Conf.	2'000	23'000	30'000	60'000	115'000
	Dépenses d'aide d'urgence individuelle des cantons (frais médicaux compris)	253'000	776'000	697'000	2'534'000	4'260'000
	<b>Solde</b>	<b>822'000</b>	<b>-42'000</b>	<b>-168'000</b>	<b>-1'311'000</b>	<b>-699'000</b>

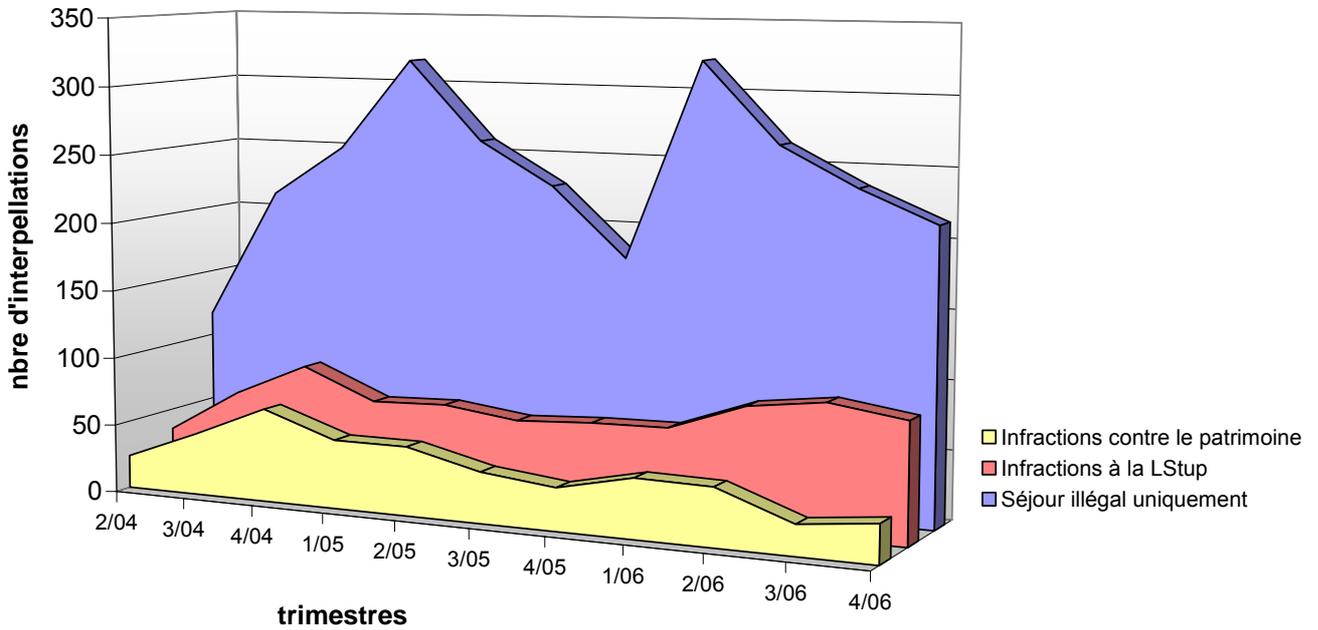
Les personnes soumises au régime transitoire ne sont pas prises en compte jusqu'à fin 2004 (=fin des dispositions transitoires)

		2ème trim. 2005	3ème trim. 2005	4ème trim. 2005	1er trim. 2006	Total 2ème année
sans cas transitoires	Indemnités d'aide d'urgence allouées par la Confédération	1'156'000	1'040'000	945'000	882'000	4'023'000
	Indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Conf.	35'000	26'000	87'000	37'000	185'000
	Dépenses d'aide d'urgence individuelle des cantons (frais médicaux compris)	1'066'000	1'181'000	1'560'000	1'311'000	5'118'000
	<b>Solde</b>	<b>125'000</b>	<b>-115'000</b>	<b>-528'000</b>	<b>-392'000</b>	<b>-910'000</b>
AVEC cas transitoires	Indemnités d'aide d'urgence allouées par la Confédération	1'156'000	1'040'000	945'000	882'000	4'023'000
	Indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Conf.	35'000	26'000	87'000	37'000	185'000
	Dépenses d'aide d'urgence individuelle des cantons (frais médicaux compris)	2'808'000	2'921'000	3'615'000	2'914'000	12'258'000
	<b>Solde</b>	<b>-1'617'000</b>	<b>-1'855'000</b>	<b>-2'583'000</b>	<b>-1'995'000</b>	<b>-8'050'000</b>

		2ème trim. 2006	3ème trim. 2006	4ème trim. 2006	1er trim. 2007	Total 3ème année	TOTAL tous les trimestres
sans cas transitoires	Indemnités d'aide d'urgence allouées par la Confédération	914'000	689'000	574'000			9'646'000
	Indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Conf.	50'000	54'000	47'000			451'000
	Dépenses d'aide d'urgence individuelle des cantons (frais médicaux compris)	1'512'000	1'335'000	1'352'000			11'910'000
	<b>Solde</b>	<b>-548'000</b>	<b>-592'000</b>	<b>-731'000</b>			<b>-1'813'000</b>
AVEC cas transitoires	Indemnités d'aide d'urgence allouées par la Confédération	914'000	689'000	574'000			9'646'000
	Indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Conf.	50'000	54'000	47'000			451'000
	Dépenses d'aide d'urgence individuelle des cantons (frais médicaux compris)	3'031'000	2'462'000	2'430'000			24'441'000
	<b>Solde</b>	<b>-2'067'000</b>	<b>-1'719'000</b>	<b>-1'809'000</b>			<b>-14'344'000</b>

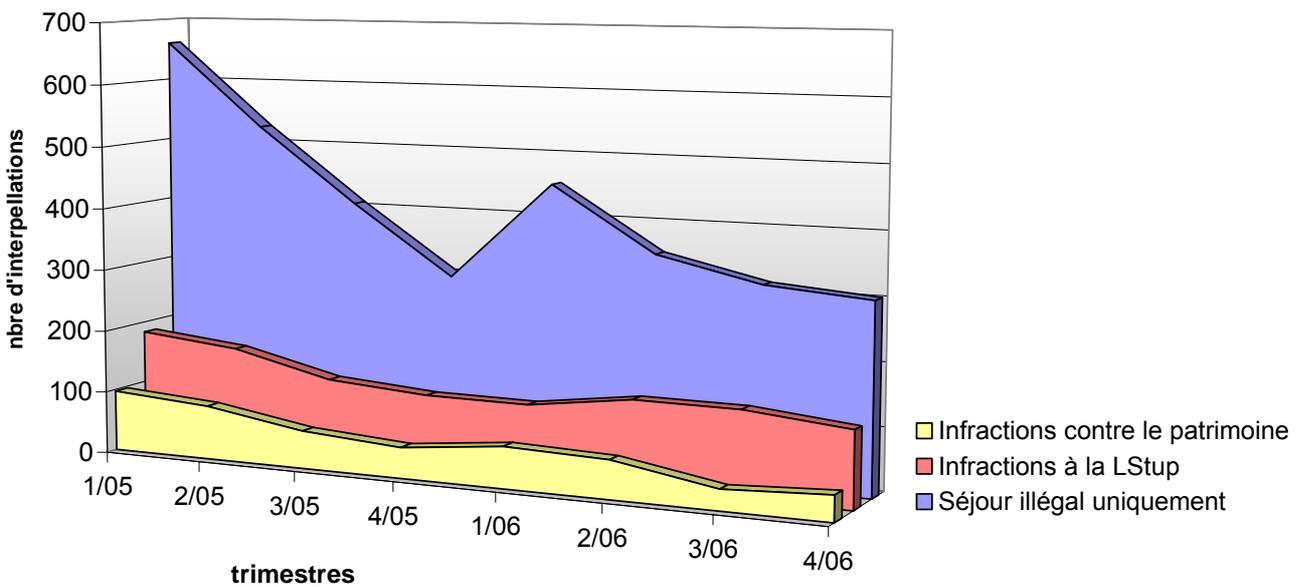
**Annexe IXa : Sécurité publique (RT NON COMPRIS)**

**types de délits du 2ème trimestre 2004 au 4ème trimestre 2006**



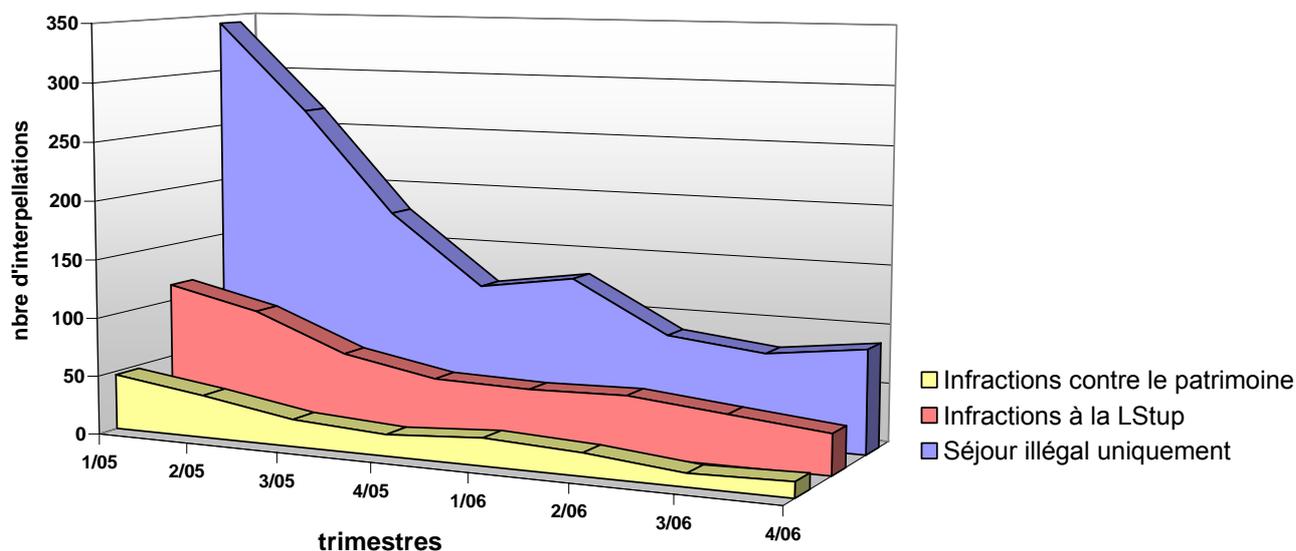
**Annexe IXb : Sécurité publique (RT COMPRIS)**

**types de délits du 1er trimestre 2005 au 4ème trimestre 2006**



**Annexe IXc : Sécurité publique (RT UNIQUEMENT)**

types de délits du 1er trimestre 2005 au 4ème trimestre 2006



**Annexe Xa : Interpellations par trimestre (NR)**

	T 2-04	T 3-04	T 4-04	T 1-05	T 2-05	T 3-05	T 4-05	T 1-06	T 2-06	T 3-06	T 4-06
Nombre de personnes interpellées	200	292	360	385	313	342	271	352	355	330	288
Nombre d'interpellations	265	409	553	668	524	468	378	525	519	498	395
Nombre d'interpellations pour séjour illégal uniquement	117	213	250	317	259	228	178	322	264	236	213
Nombre d'infractions à la LStup	35	67	91	69	71	64	67	68	88	95	87
Nombre d'infractions contre le patrimoine	24	45	68	50	50	37	31	43	42	22	28

**Annexe Xb: Interpellations par trimestre (RT)**

	T 1-05	T 2-05	T 3-05	T 4-05	T 1-06	T 2-06	T 3-06	T 4-06
Nombre de personnes interpellées	478	426	286	223	206	185	164	148
Nombre d'interpellations	765	554	375	309	280	230	210	180
Nombre d'interpellations pour séjour illégal uniquement	343	266	178	118	130	87	78	88
Nombre d'infractions à la LStup	114	96	65	50	48	50	42	34
Nombre d'infractions contre le patrimoine	47	36	23	18	23	19	11	13

**Annexe XI : Personnes interpellées, par trimestre d'entrée en force de la NEM et par trimestre de l'interpellation**

(Combien de personnes avec une NEM qui est entrée en force au cours d'un trimestre x ont été interpellées au cours d'un trimestre suivant?)

trimestre de l'entrée en force de la décision NEM	nbre de NEM entrées en force	nbre de personnes interpellées au				
		2ème trim. 2005	4ème trim. 2005	2ème trim. 2006	3ème trim. 2006	4ème trim. 2006
entrée en force le 2ème trim. 2004	1788	85	42	43	33	20
entrée en force le 3ème trim. 2004	1185	76	37	23	21	20
entrée en force le 4ème trim. 2004	831	49	27	15	16	16

